

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_ADAME_2025-05-15_RAPVI_MCB_01500
Code AIOT : 0006201792

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 18/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 23 avril 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE

- Etablissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0006201792
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid au niveau de UO EAU "Environnement ADAME Utilités" deux ateliers de production d'ADAME (P5 et P6).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PM2I de la tuyauterie 80-ADMf-5700007A-LD204-NC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	PM2I de la tuyauterie 100-ADMf-57011A-LD204F	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Tuyauterie 50-ADMf-5700085-F	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article et 25-V-B (partiel)	Demande d'action corrective	3 mois
4	Repérage des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C (partiel)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite d'inspection du 23 avril 2025 de l'atelier ADAME la nécessité de transmettre à l'inspection des installations classées :

- dans un délai de 1 mois, les caractéristiques des supportages de la tuyauterie 80-ADMf-5700007A-LD204-NC et 100-ADMf-57011A-LD204F (localisation, nombre, matériaux, modes de dégradation,) et les actions correctives prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation concernant un des supportages de la tuyauterie 100-ADMf-57011A-LD204F qui est fortement corrodé (cf. points de contrôle n°1 et n°2) ;
- dans un délai de 3 mois, le compte-rendu de l'état des lieux de la ligne 50-ADMf-5700085-F, le plan d'inspection de cette tuyauterie (fréquence de contrôle, types de contrôles,) et les justificatifs des actions correctives réalisées (cf. point de contrôle n°3) ;
- dans un délai de 1 mois, les justificatifs de l'affichage du plan des racks en salle de contrôle et au pied des racks (cf. point de contrôle n°4).

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, PM2I

Prescription contrôlée :

Article 5 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

"Les dispositions du présent article sont applicables :

1. [...] aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et[...]

4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou

5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- [...]
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;
- le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service.

Notice de réexamen de l'étude de dangers de l'atelier ADAME de mars 2022

"[...] tuyauteries dans lesquelles circulent de l'ADAME : 80-ADMf-5700007-LD204-NC [...]. Le guide applicable à ces équipements est le guide pour l'inspection des tuyauteries en exploitation (DT 96). [...]"

Constats :

Lors de la visite du 23 avril 2025 et par courriel du 12 mai 2025, l'exploitant a présenté :

- le plan PID rev 10 du 6 mai 2025 des bacs RN108 et RN109 localisant la tuyauterie 80-ADMf-570007A-LD204NC ;
- l'isométrique de principe du 5 août 2011 de la tuyauterie ;
- le plan d'inspection 10000008289 du 17 février 2021 avec :
 - les caractéristiques de la tuyauterie ;
 - les contrôles à réaliser :
 - contrôles en marche tous les 48 mois (contrôle visuel externe) ;
 - contrôles en exploitation tous les 144 mois (contrôle visuel externe, mesures d'épaisseur, ressuage des zones singulières) ;
- le système d'isodégradation KSID T071-01 rev 2 du 5 octobre 2018 mentionnant la corrosion générale interne à une vitesse inférieure à 0,05 mm/an comme mode de dégradation et un facteur de dégradation lors des phases d'exploitation P1.1 = 10 ;
- le sketch de contrôle du 6 décembre 2019 localisant les linéaires concernés, les points singuliers (coudes, piquages, vannes, attaches) et les 3 points de mesure d'épaisseur par ultrasons (1 tronçon droit, 1 coude, 1 piquage) ;
- le mode opératoire CLE.IT.MOP.001 du 31 mai 2024 définissant la fréquence de contrôle selon la criticité de la tuyauterie. Dans le cas d'une tuyauterie de criticité B :
 - visite intermédiaire tous les 4 ans (48 mois) ;
 - inspection périodique tous les 12 ans (144 mois) ;
- les derniers rapports des 18 janvier 2017, 2 décembre 2020, 21 février 2023 et 2 décembre 2024. Le dernier rapport de 2024 conclut que la tuyauterie peut être maintenue en service et l'absence de remarques rédhibitoires. Sont notamment relevés des points d'oxydation, des boulonneries en acier carbone oxydées (à surveiller), des colliers de supportage légèrement oxydés (acceptable) et des brides tournantes en acier carbone légèrement oxydées (à surveiller) ;
- le suivi de la température sur les 600 derniers jours dans le bac RN108 qui est alimenté par la tuyauterie contrôlée (-4°C ; 35°C).

Sur le terrain, l'inspection des installations classées a notamment constaté :

- la cohérence des caractéristiques de la tuyauterie avec l'isométrique de principe du 5 août 2011 de la tuyauterie ;
- un boulon corrodé au niveau d'une bride.

Par courriel du 12 mai 2025, l'exploitant a indiqué que :

- les supportages de la tuyauterie font l'objet d'une prise en charge par le service d'inspection reconnu (SIR) ;

- le plan d'inspection 10000008289 intègre les supportages de la tuyauterie ;
- l'état initial des supportages de la tuyauterie a été réalisé lors de la visite du 23 janvier 2017 ;
- dans le cas d'observations sur les supportages, des actions seraient menées et tracées par mail ou avis de prescriptions dans l'outil SAP ;
- dans le cas où des traces d'oxydation seraient observées, celles-ci n'amèneraient pas forcément à des actions correctives ;
- après une visite sur le terrain, rien n'est à signaler. Les supportages sont en bon état.

L'inspection des installations classées constate que le plan d'inspection et les rapports d'inspection ne précisent pas les caractéristiques des supportages de la tuyauterie 80-ADMf-5700007A-LD204-NC (localisation, nombre, matériaux, modes de dégradation,).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois, les caractéristiques des supportages de la tuyauterie 80-ADMf-5700007A-LD204-NC (localisation, nombre, matériaux, modes de dégradation,).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : PM2I de la tuyauterie 100-ADMf-57011A-LD204F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5 (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, PM2I

Prescription contrôlée :

Article 5 (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

"Les dispositions du présent article sont applicables :

1. [...] aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et[...]

4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou

5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- [...]

- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé.

L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent. A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service avant le 1er janvier 2011 :

- l'état initial est réalisé avant le 31 décembre 2012 ;

- le programme d'inspection est élaboré avant le 31 décembre 2013.

Pour les tuyauteries et les capacités mises en service à compter du 1er janvier 2011, l'état initial et le programme d'inspection sont réalisés au plus tard douze mois après la date de mise en service."

Notice de réexamen de l'étude de dangers de l'atelier ADAME de mars 2022

"[...] tuyauteries dans lesquelles circulent de l'ADAME : [...]100-ADMf-57011A-LD204F. Le guide applicable à ces équipements est le guide pour l'inspection des tuyauteries en exploitation (DT 96). [...]"

Constats :

Lors de la visite du 23 avril 2025 et par courriel du 12 mai 2025, l'exploitant a présenté :

- l'isométrie de principe du 5 août 2011 de la tuyauterie ;
- le plan d'inspection 10000008293 du 14 janvier 2022 avec :
 - les caractéristiques de la tuyauterie ;
 - les contrôles à réaliser :
 - contrôles en marche tous les 48 mois (contrôle visuel externe) sans décalorifuger la tuyauterie ;
 - contrôles en exploitation tous les 144 mois (contrôle visuel externe, mesures d'épaisseur, ressuage des zones singulières si tuyauterie non peinte ou peinture dégradée) après avoir décalorifugé partiellement la tuyauterie ;
- le système d'isodégradation KSID T072-02 rev 4 du 23 avril 2025 mentionnant :
 - la corrosion générale interne à une vitesse inférieure à 0,05 mm/an et un facteur de dégradation lors des phases d'exploitation P1.1 = 10 ;
 - la corrosion sous calorifuge par chlorures ;
 - que la tuyauterie est peinte ;
- le sketch de contrôle du 6 décembre 2019 localisant les linéaires concernés, les points singuliers (coudes, piquages, vannes, attaches), les zones à décalorifuger et les 6 points de mesure d'épaisseur par ultrasons ;
- le mode opératoire CLE.IT.MOP.001 du 31 mai 2024 définissant la fréquence de contrôle selon la criticité de la tuyauterie. Dans le cas d'une tuyauterie de criticité B :
 - visite intermédiaire tous les 4 ans (48 mois) ;
 - inspection périodique tous les 12 ans (144 mois) ;

- les derniers rapports des 5 décembre 2017 et 7 décembre 2021 et 22 février 2023 mentionnant que la tuyauterie peut être maintenue en service. Le rapport du 22 février 2023 précise que la peinture de la tuyauterie est adhérente et en bon état ; par conséquent, il n'y a pas eu de contrôle de ressuage de la tuyauterie ;
- le suivi de la température sur les 600 derniers jours dans le bac RN106 qui est vidé par la tuyauterie contrôlée (-15°C ; +16,5°C).

Sur le terrain, l'inspection des installations classées a constaté :

- la cohérence des caractéristiques de la tuyauterie avec l'isométrique de principe du 5 août 2011 de la tuyauterie ;
- qu'un support de la tuyauterie est très corrodé ;
- qu'un autre support de la tuyauterie a la peinture qui s'écaille.

Par courriel du 12 mai 2025, l'exploitant a indiqué que :

- les supportages de la tuyauterie font l'objet d'une prise en charge par le service d'inspection reconnu (SIR) ;
- le plan d'inspection 10000008293 intègre les supportages de la tuyauterie ;
- l'état initial des supportages a été réalisé lors de la visite de 2017 ;
- dans le cas d'observations sur les supportages, des actions seraient menées et tracées par mail ou avis de prescriptions dans l'outil SAP ;
- dans le cas où des traces d'oxydation seraient observées, celles-ci n'amèneraient pas forcément à des actions correctives ;
- après une visite sur le terrain : rien n'est à signaler ; Les supportages sont en bon état.

L'inspection des installations classées constate que :

- le plan d'inspection et les rapports d'inspection ne précisent pas les caractéristiques des supportages de la tuyauterie 100-ADMf-57011A-LD204F (localisation, nombre, matériaux, modes de dégradation,) ;
- aucune action corrective n'a été mise en œuvre concernant l'un des supportages de la tuyauterie qui est fortement corrodé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 1 mois :

- les caractéristiques des supportages de la tuyauterie 100-ADMf-57011A-LD204F (localisation, nombre, matériaux, modes de dégradation,) ;
- les actions correctives prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation concernant un des supportages de la tuyauterie qui est fortement corrodé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 3 : Tuyauterie 50-ADMf-5700085-F

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article et 25-V-B (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries non soumises au PM2I

Prescription contrôlée :

Article 25-V-B (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

"B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. [...]"

Article 8.5.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié

"[...] Les différentes tuyauteries doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. [...]"

Constats :

Lors de la visite du 23 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté la présence de 2 tuyauteries avec des morceaux de calorifuge manquants et/ou fortement corrodés.

Par courriel du 12 mai 2025, l'exploitant a indiqué :

- que la première tuyauterie transportant de l'ADAME, référencée 50-ADMf-5700085-F n'est pas soumise au PM2I au vu de son diamètre ;
- que la seconde tuyauterie est désaffectée et sectionnée de part en part ;
- les tuyauteries et leurs supports peuvent faire l'objet d'un suivi spécifique par le SIR au titre des Équipements Sous Pression (ESP), au titre du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) ou de manière volontaire ;
- hors de ces champs réglementaires, les tuyauteries de transfert de matières dangereuses font l'objet d'un contrôle visuel assuré lors des rondes des opérateurs et via la présence 24h sur 24 du personnel dans l'unité qui peut conduire, en cas d'anomalies constatées, à l'émission d'un avis de maintenance pour corriger le défaut/désordre et/ou d'ordre de travail afin d'apporter les mesures correctives ;
- qu'aucune action n'est prévue pour la ligne désaffectée ;
- qu'un état des lieux complet de la ligne 50-ADMf-5700085F sera réalisé et des avis seront émis si nécessaire. La réalisation de cette action est attendue pour fin août 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois :

- le compte-rendu de l'état des lieux de la ligne 50-ADmf-5700085-F ;
- le plan d'inspection de cette tuyauterie (fréquence de contrôle, types de contrôles,);
- les justificatifs des actions correctives réalisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Repérage des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V-C (partiel)

Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries

Prescription contrôlée :

Article 25-V-C (partiel) de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié

"C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont [...] repérées conformément aux règles en vigueur."

Article 8.5.4 (partiel) de l'arrêté préfectoral cadre DCAT/BEPE/n°2022-93 du 11 mai 2022 modifié

"[...] Les fluides transportés et les sens de circulation doivent être repérés conformément aux règles en vigueur. [...]"

Constats :

Lors de la visite du 23 avril 2025, l'inspection des installations classées a, par ailleurs, constaté l'absence d'étiquetage, à plusieurs endroits et sur plusieurs tuyauteries, permettant de connaître le fluide transporté et le sens de circulation du fluide.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure d'identifier 2 tuyauteries (fluide transporté et/ou caractéristiques,) (cf. point de contrôle n°3).

Par courriel du 12 mai 2025, l'exploitant a indiqué :

- que les tuyauteries sont étiquetées en priorité au niveau des départs et des arrivées des lignes ;
- qu'un travail de mise à jour des plans des racks a été réalisé au sein de l'UO EAU. Ces plans de racks mis à jour sont en cours de validation et seront prochainement à disposition en salle de contrôle et affichés sur le terrain au pied des racks.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 1 mois, les justificatifs de l'affichage du plan des racks en salle de contrôle et au pied des racks.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois